

MUNICIPALES FRANÇAISES ET CANDIDATS DE LA DIVERSITÉ

Les maires gagnants seront-ils aux couleurs de la société française ?

Demain, mercredi, le Club des journalistes algériens et franco-algériens de France «Cjaf» organise à 11 heures au Cape (à la Maison Radio France) une conférence de presse consacrée aux élections municipales et la diversité.

«Candidats alibis ou diversité républicaine», c'est la problématique retenue par le Club des journalistes et à laquelle devront répondre un certain nombre de candidats aux municipales, invités à ce débat, et ils sont nombreux : Razi Hamadi, candidat PS à la mairie d'Orly ; Kamel Hamza, UMP à la Courneuve ; Fadila Mehal, candidate Modem dans le 4^e arrondissement de Paris ; Abdel Saâdi, apparenté PC à Bobigny ; Nacer Ketane, candidat liste indépendante dans le 20^e ; Félix Wu, indépendant dans le 13^e arrondissement de Paris ; Marie-Thérèse Atallah, liste des Verts dans le 14^e arrondissement. Si

chacun des candidats aura à s'exprimer sur son parcours personnel, celui qui l'a mené, au sein de son parti, à se porter candidat, la manière dont il mène sa campagne et il envisage son rôle et les difficultés auxquelles il est confronté, nos invités devront aussi se prononcer sur les nombreuses polémiques qui ont suivi la désignation de certains, qualifiés de «parachutés» et présentés souvent comme candidatures «alibis», pour donner simplement un peu de couleur à une liste «trop blanche». Autre question qui ne manquera sûrement pas d'être évoquée est celle relative à certaines têtes de listes issues des

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

minorités (autrement dit arabes, noires ou asiatiques) mais que les partis politiques ont désignées dans des régions ou des circonscriptions qui n'ont aucune chance d'être gagnées par leur parti.

Pour l'heure et à moins de trois semaines du premier tour des municipales (le 9 mars prochain), si l'on se réfère aux derniers pointages effectués par le Comité national de la Diversité créé par de nombreux candidats non européens pour surveiller l'application effective de la diversité dans les municipales à venir, il y aurait 7% environ de diversité sur les listes des 254 villes de plus de 300 000 habitants pour le PS et l'UMP, et dans ce pourcentage, la moitié seulement se trouve en position éligible. Dans les villes moins importantes (moins de 20 000

habitants), la situation est plus catastrophique. Quant aux têtes de listes issues de la diversité, elles ne représentent que 0,05% pour les deux partis PS et UMP, c'est dire tout le chemin qui reste à faire pour que la représentation dans les institutions françaises soit aux couleurs de la composante de la société française. Pour rappel, aucun Français d'origine non européenne n'a pu être élu député aux élections législatives de 2007. De plus, la promotion exceptionnelle dans le gouvernement actuel de trois ministres issues de l'immigration (Rachida Dati, Rama Yade et Fadila Amara) est le fait du prince, et non d'une volonté réelle de renouvellement de la classe politique au niveau de toutes les institutions.

K. B.-A.

PROJET D'UNION MÉDITERRANÉENNE

Un continent maritime propre !

Inaugurant son cycle de conférences, le Centre d'études stratégiques du quotidien Ech Chaâb a reçu, hier, le contre-amiral à la retraite Jean Dufourcq dont l'intervention a été axée autour du projet de l'Union méditerranéenne dans son aspect sécuritaire.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Il s'agit, selon le conférencier, de définir un objectif global de sécurité de la Méditerranée en commun accord entre les 22 pays riverains. Ce volet sécuritaire comprend de l'avis de l'amiral Dufourcq la sécurité humaine (sanitaire, alimentaire et de voisinage), la sécurité environnementale (disponibilité des ressources énergétiques et l'après-pétrole) et la sécurité économique (administrative et juridique) pouvant faciliter la venue des investisseurs étrangers. «La sécurisation du pourtour méditerranéen n'est pas l'affaire des militaires», a tenu à préciser

l'ancien amiral de la Défense française qui reconnaît toutefois que le projet d'Union méditerranéenne est difficile à mener en raison de la réticence de certains partenaires de son unique initiateur, la France. Il rappellera dans ce cadre que le projet d'Union méditerranéenne a été émis pendant la campagne pour la présidentielle d'un seul pays (La France) et doit de ce fait être habillé par des partenaires.

Des partenaires dont les propositions seront examinées lors d'une réunion à Paris à la mi-mars en attendant la rencontre du 14 juillet prochain dans la capitale française pour débattre des différents projets. Des projets qui seront «des réponses aux trois enjeux fondamentaux du XXI^e siècle». A savoir, la révolution démographique et son impact sur les relations stratégiques, le défi écologique et la disponibilité des ressources au regard des besoins exprimés et enfin l'enjeu de la distribution et le reclassement des marchés dans le monde. Toutefois, l'amiral Dufourcq souligne que «le continent africain

sera très mal placé car ses structures politiques et économiques ne lui permettent pas de constituer un marché unifié et de leader».

Et ce, malgré le fait que d'ici à 2050, le continent noir représentera 21% de la population mondiale avec 2 milliards d'habitants. Pour revenir à l'espace méditerranéen, l'invité du quotidien *Ech Chaâb* a estimé que la mer Méditerranée doit être perçue comme un continent maritime. Même si celui-ci est un «espace de transition» pour les Européens, un «couloir de sécurité» pour les Américains, une «échappatoire pour les habitants du levant» et un «bastion infranchissable» pour les Africains, il reste une passerelle d'échanges reliant trois continents, trois cultures et trois civilisations.

Et surtout un carrefour sur lequel repose le projet d'Union méditerranéenne. «Un carrefour des peuples qui doivent répondre ensemble aux nécessités communes et faire de lui un espace propre», souligne l'amiral Dufourcq.

L. M.

KOSOVO

Le chef de la mission de l'UE décidé à un déploiement dans le nord

Yves de Kermabon, chef de la mission européenne chargée d'encadrer l'indépendance du Kosovo, assure que les Européens se déploieront dans le nord du territoire malgré le refus de la population serbe, dont il refuse d'envisager la sécession.

Même si son déploiement doit démarrer la semaine prochaine, cette mission de police et justice qui doit établir un «Etat de droit» au Kosovo, selon ses objectifs officiels, «n'entrera pas en action avant quatre mois, vers la mi-juin», explique à l'AFP ce général qui commande les forces de l'Otan au Kosovo en 2004-2005. Cela «laisse un peu de temps pour voir comment la situation va évoluer», ajoute M. de Kermabon, qui lui-même ne s'installera au Kosovo qu'en mai-juin.

Au-delà des réactions «à chaud», «un peu de fleur de peau, compréhensibles» de la semaine dernière, notamment les violences perpétrées jeudi à Belgrade, «il faut attendre un petit peu, voir comment nos responsables politiques peuvent rétablir les liens» avec les autorités serbes et «voir ce qu'on peut faire sur le terrain».

«A partir de là, il faudra peut-être changer un peu la taille, la dimension ou les compétences de la mission», dit-il. Un renforcement

de la mission que le principal leader des Serbes du Kosovo a d'avance qualifiée d'«occupation», est déjà envisagée. A ce stade, 1 800 policiers, juristes et douaniers européens doivent partir au Kosovo et être dépêchés dans tous les commissariats et tribunaux du territoire, y compris dans les localités à majorité serbe au nord. Mais les plans d'«urgence» européens permettent d'augmenter ces effectifs à 2 200 hommes, explique M. de Kermabon.

Le général français, qui aura 60 ans en novembre, compte néanmoins sur les multiples «contacts» — y compris en temps voulu avec les Serbes du Kosovo et les autorités en Serbie — et «un travail de pédagogie» qu'il mènera d'ici juin pour éviter «le plus possible de faire ça en force» et permettre à la mission de se déployer «dans les meilleures conditions possibles».

«Cette mission est destinée à protéger les minorités, à protéger la liberté de mouvement, protéger les sites patrimoniaux et que tout le monde puisse vivre en paix au Kosovo. Si ça ce n'est pas un but accepté par tout le monde, j'ai du mal à comprendre», dit le général, en rappelant que le 11 décembre encore, «personne ne s'opposait à cette mission pas plus les Russes que les Serbes, au contraire, ils étaient

demandeurs». «Mais même si les meilleures conditions possibles ne sont pas réunies, insiste-t-il, il faudra quand même que la mission se mette en place avec les moyens nécessaires pour petit à petit rétablir les liens de la confiance». Pour lui, une sécession des Serbes du Kosovo «n'est pas envisageable». «Ce serait un échec car il a été dit à plusieurs reprises par la communauté internationale que le Kosovo était un et indivisible».

Pour l'instant, Yves de Kermabon, que la carrière militaire avait déjà envoyé au Cambodge, en Centrafrique pour renverser Bokassa, puis en Bosnie, veut rester confiant. S'il a été choisi par l'UE pour commander cette mission délicate — la plus importante mission civile jamais lancée par les Européens — c'est notamment pour sa connaissance du terrain.

Les leaders kosovars, dit-il, «je les connais tous et eux me connaissent bien aussi : sans vouloir être trop arrogant, je pense que j'ai un certain capital confiance au Kosovo compte tenu de ce que j'ai pu faire pendant deux ans (à la tête de la KFOR) et c'est ce capital confiance que je voudrais investir».

Le plus difficile sera de «restaurer la confiance», mais «la connaissance que j'ai des gens du Kosovo c'est l'envie qu'ils ont de vivre en paix, et ça, je l'exploiterai à fond», dit-il.

KENYA

Les violences post-électorales ont fait plus de 1 500 morts

Les violences politico-ethniques qui ont ensanglanté le Kenya après la contestation de la réélection du président Mwai Kibaki le 27 décembre ont fait, selon un nouveau bilan de la police, «plus de 1 500 morts» au total, a-t-on appris hier de sources policières.

«Nos chiffres indiquent que plus de 1 500 personnes ont été tuées dans des affrontements tribaux, des émeutes politiques et (des violences) associées aux élections», a déclaré à l'AFP sous couvert d'anonymat un haut responsable de la police. «Plus de 1 500 personnes ont été tuées au Kenya. Elles ont été tuées dans les affrontements dans le pays», a commenté un autre haut responsable policier, également sous couvert d'anonymat. La grande majorité des victimes ont été tuées dans les semaines qui ont suivi l'élection du 27 décembre, un calme relatif s'étant instauré dans le pays depuis environ deux semaines. Un précédent bilan de sources policières et de la Croix-Rouge kenyane faisait état de plus de 1 000 morts dans ces violences post-électorales.

Depuis fin décembre, le Kenya est plongé dans une crise majeure, née de la contestation par le chef de l'opposition Raila Odinga de la réélection de M. Kibaki. Les camps du gouvernement et de l'opposition mènent depuis le 29 janvier des pourparlers, sous la médiation de l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, afin de trouver une solution politique à la crise. Ces pourparlers ont repris hier à Nairobi pour finaliser un possible accord sur la création d'un poste de Premier ministre devant revenir à l'opposition, a-t-on appris auprès de la médiation. «Les pourparlers ont repris, les deux parties discutent», avait indiqué à l'AFP hier matin le porte-parole de la médiation, Nasser Ega-Musa.

Vendredi dernier, le parti de M. Odinga avait une nouvelle fois menacé d'organiser des manifestations en cas d'absence de progrès des pourparlers d'ici demain. Lors d'un bref voyage au Nigeria en fin de semaine, l'opposant a toutefois affirmé espérer que la crise ne donnera pas lieu à de nouveaux affrontements.

«J'espère que nous pourrions éviter de nouvelles violences», a-t-il déclaré vendredi soir à l'AFP. Le Kenya, l'un des pays d'Afrique les plus stables jusqu'à la fin de l'année dernière, est plongé depuis le 27 décembre dans l'une de ses pires crises depuis son indépendance en 1963.

Outre les 1 500 morts, environ 300 000 personnes ont été déplacées dans des violences politico-ethniques.